

Bureau du Su -

14 pages

all: Joe, M.A., G. ✓
1st page: ~~Ch~~ Jack, Dmg

Mexico, le 5 Juin
(et aussi le 6 Juin)

Chers camarades,

J'espère que vous aurez-ceux que cela interesse-jeté un premier coup d'oeil au document de travail que je vous ai fait parvenir par l'ami voyageur. J'insiste: toutes les remarques, suggestions, contributions doivent être envoyées avant la fin du mois pour être prises en compte dans la rédaction finale. Etant donné les retards dans l'élaboration sur l'AL ces contributions sont importantes et nous n'avons pas la prétention, Manuel et moi de résoudre la multitude de problèmes abordés dans ce premier projet. Nous comptons, certes, sur les discussions que Manuel aura durant son voyage pour nourrir l'ensemble d'analyses concrètes sur les principaux pays. Mais, à part la Colombie, peut être le Brésil, nous ne nous faisons pas trop d'illusions. ~~At~~ tort peut être! Le point le plus difficile, c'est l'articulation entre les tâches, et la construction des organisations. Peut-être sommes nous trop ambitieux et le développement de nos organisations en Amérique Latine ne va pas nous permettre d'aller très loin en la matière. Nous n'avons pas développé là dessus par crainte d'être trop "mexicains", et de travailler sur un premier projet par trop influencé par l'expérience mexicaine, qui est certes la plus avancée aujourd'hui, mais qui dépend beaucoup du contexte politique spécifique du pays. C'est aussi dans cet esprit que nous n'avons que très peu consulté le reste de la direction mexicaine à ce stade du travail. Nous avons toutefois consulté Gilly et les discussions avec lui se sont révélées intéressantes et utiles. Entre parenthèses, cela a permis de créer un terrain nouveau de relations avec lui qui a, pour l'essentiel, résolu les problèmes dont je vous parlais dans une précédente lettre. Que de diplomatie faut-il par ici! Il rentre à Rome ces jours-ci et sera à nouveau au Mexique en Septembre, avec un plan de travail déjà élaboré pour la formation au sein du PRT. Bref, il est maintenant formellement membre du PRT et va intégrer les "Gruppi" à son retour à Rome.

Cette parenthèse faite, je voudrais insister sur un point qui va de soi, mais qu'il vaut mieux clarifier: tout est intégrable, modifiable dans ce projet, sauf, en ce qui nous concerne, sa ligne politique générale. Il faudra intégrer, nuancer etc. pour prendre en compte le point de vue et les expériences des orga latino-américaines

et l'opinion de la direction internationale, mais il serait contre-productif de vouloir faire un texte unanimiste, ou de concilier des positions contradictoires.

Nous allons, à Bogota, discuter avec Nahuel dans cet esprit. Idem, si des camarades défendent des bribes du 9ème et du 10ème CM. Des bribes de la logique politique, s'entend.

De toutes façons Manuel et ~~xxx~~ moi lorsque le texte sera terminé, et pour la discussion au SU, préparerons un projet de résolution à voter au CM et visant au retrait formel de la résolution du 9ème et de la résolution du 10ème sur la lutte armée en AL, ainsi que des orientations sur l'Argentine et la Bolivie. Ne pas le faire serait agir comme des plaisantins et ne pas tirer les leçons des orientations que nous proposons.

Les points précis que je veux aborder aujourd'hui sont nombreux. Je commencerai par le plus important: l'organisation du centre et ses tâches en relation à l'Amérique Latine J'ai abordé rapidement le sujet dans la lettre qui accompagnait le projet de thèses, et je voudrais y revenir plus en détail.

Nous sommes à un moment crucial de notre développement en AL. Pour des raisons objectives et subjectives presque évidentes.

La remontée des luttes est générale ou presque dans le continent: c'est une remontée parfois timide, souvent marqué par de grandes confusions politiques, héritage ~~de~~ de la période passée. C'est une remontée faite avant tout de luttes défensives, pour la défense du pouvoir d'achat - qu'il faut lire généralement pour le maintien du minimum vital, au sens biologique et non administratif - et aussi pour plus de libertés, syndicales et politiques. Partout c'est la classe ouvrière qui est le moteur et à l'avant-garde de cette remontée: j'espère que vous avez suivi et saisi toute l'importance pour l'ensemble de l'AL de la grève, dans la principale ^{concentration} industrielle du continent, du secteur ouvrier le plus massif à savoir ^{à São Paulo} la métallurgie, et l'industrie automobile en particulier. C'est l'indice le plus significatif de la situation brésilienne et des caractéristiques de la remontée actuelle dans le continent.

Table rase faite de nos erreurs passées (relisez par exemple les thèses du POC, expression pourtant sophistiquée de la ligne du 9ème, à la lumière de la situation actuelle au Brésil!), nos acquis théoriques et programmatiques, ce que l'expérience européenne de ces dernières années nous a enseigné, nos expériences actuelles en AL et quelques expériences passées analysées objectivement - je pense au PST Argentin - nous fournissent des instruments extraordinaires pour la compréhension des nouvelles situations, l'intervention, et la construction partidiste. Ajoutez à cela le fait que nous disposons ^{déjà} de références concrètes (Mexique, Colombie en particulier) et vous ne pouvez que conclure que, dans la période qui commence à s'ouvrir encore timidement, nos possibilités de développement sont des plus sérieuses. Beaucoup d'autres facteurs conduisent à cette conclusion, mais je ne développerai pas plus là-dessus.

Une remarque cependant, car elle n'allait pas de soi jusqu'à il y a peu: la rapide prop

(c'est aussi un indice!)

gation des idées féministes dans de nombreux pays du continent, les embryons de mouvements de femmes, leur impact et le rôle qu'on y joue et qu'on ^{va} être amené à y jouer, peut être un facteur important, entre autres évidemment, de notre développement. Le travail réalisé au Mexique est déjà important et la campagne de Socorro Ramirez a eu, de ce point, de vue un gros impact bien au-delà de la Colombie. Les interviews d'elle ou les articles sur le côté féministe et classiste de sa campagne sont innombrables dans la presse latino-américaine (Mexique, Pérou, Vénézuéla, Brésil, Argentine, Chili et même Bolivie et Nicaragua) ^{et} vont nous aider considérablement à cet égard. Dans ces conditions, quelles sont les priorités que doit se fixer la direction internationale en relation à l'Amérique Latine?

a) évidemment la meilleure discussion possible sur la résolution à adopter, cela va de soi.

b) assurer la sortie et la distribution (via reproductions ou non) d'un véritable Imprecor/IP en Espagnol. Vous direz que je radote mais ce qui se passe avec l'édition fantômatique de Barcelone est une tragédie et un scandale (et je vous le répète la direction mexicaine est prête à détacher quelqu'un et en particulier Cristina Rivas si cela peut aider). Et contribuer à la sortie d'une revue théorique latino-américaine pour laquelle les possibilités existent entre Mexico (La Internacional et Coyoacan) et Bogota.

c) Associer les directions nationales les plus significatives à l'activité de la direction internationale, AVANT TOUT A PARTIR DE L'ASSOCIATION ET DE L'INTEGRATION A LA DIRECTION INTERNATIONALE DE MEMBRES DE CES DIRECTIONS.

Si cela n'est pas fait systématiquement, sérieusement, alors, les gains actuels en termes de construction d'organisations, de début de constitution d'équipes de direction, ne seront pas capitalisés, et pourront même évoluer négativement si rien n'est fait en ce sens. Les faiblesses que l'on a connu [-je ne sais pas quelle est la situation actuellement-] les dernières années dans les rapports entre ^{le centre et} les directions des sections européennes, si elles se répètent [-avec en plus l'ampleur que donne l'éloignement (pas seulement géographique)] en relation aux organisations latino-américaines les plus significatives, peuvent avoir des conséquences très négatives.

Et la seule manière de résoudre le problème, je le répète est cette association et cette intégration. J'insiste lourdement car notre actuel développement en AL et les perspectives qu'il ouvre rend cela NECESSAIRE et fait que cela est POSSIBLE. Il ne faut d'ailleurs pas voir ce problème du strict point de vue latino-américain. Il est décisif pour la direction internationale qu'elle aprenne, et soit capable dans son activité quotidienne ~~de~~ d'intégrer systématiquement des dirigeants de ce secteur important du mouvement, alors que c'est une nécessité.

il n'est plus possible de faire l'"impasse" là-dessus, ou d'être "spont." face au problème. L'inverse ne résoud en rien le problème. Envoyer un membre de la direction interna-

tionale séjourner en Amérique Latine peut être utile dans une conjoncture donnée, pour des tâches données. Mais cela ne résoud pas le problème de fond de l'intégration des directions et de dirigeants latino-américains à la direction internationale. Je dirai même que cela peut être "contre productif" et à la limite, dangereux. Dans mon cas, je pense que mon séjour au Mexique a été utile, en grande partie parce qu'il correspondait à un moment précis de la vie de l'internationale, ^{alors qu'} une telle présence était nécessaire:

-la dissolution des tendances, la nécessité de l'expliquer, de la faire "passer sans problèmes majeurs dans des organisations en retard, par leur isolement, par rapport aux débats de l'inter

-la préparation du terrain pour une nouvelle élaboration sur l'AL après le 9ème et le 10ème CM

-l'unification et le développement à partir de là du PRT et l'ensemble des problèmes de construction d'organisation posés.

-la bataille contre la TB, la nécessité de riposte immédiate à ses agissements fractionnels destructeurs et l'ensemble du problème colombien.

En d'autres circonstances, il n'est pas du tout ^{évident} qu'une telle présence eût été nécessaire. Il serait ^{donc} ~~correct~~ ^{correct} de conclure que, sur la base de mon année mexicaine, l'envoi de membres de la direction internationale est une solution au problème posé.

Et lorsque je dis que c'est "à la limite dangereux", toute mon expérience me l'a montré. En une année, même si je ne l'ai pas toujours voulu, loin de là, tout ce que j'ai pu dire, faire, ^à d'une façon ou d'une autre, été pris comme venant ~~et~~ de la direction internationale et représentant sa position. Cela peut être contre-productif en donnant une fausse image des tâches, des attributions de cette direction, et cela peut-être dangereux, parce que cela ne correspond que très rarement à un mandat précis de cette direction. Le cas limite de mon expérience a été la bataille préparatoire au congrès de la LC colombienne en Septembre dernier. Ni Manuel, ni moi n'avions mandat pour aller de ville en ville nous battre pour la participation électorale et l'intégration à la campagne de Socorro. A posteriori cette bataille fut décisive pour recomposer la LCR et pour toute la suite. Nous avons jeté toute l'autorité et le poids du SU (ça compte à Tunja Ibaguë ou Sincelejo!) pour obtenir que la participation, minoritaire au départ, obtienne 80% des votes. Mais formellement, il n'y avait pas mandat du SU là-dessus, puisque, à première vue, la question électorale était une question tactique.

J'ai des dizaines d'exemples, moins importants certes, mais qui posent le même problème. Pour cela, l'envoi d'un membre de la direction internationale peut être utile en des circonstances données, mais ce n'est pas LA solution. Et lorsque dans la lettre accompagnant le projet de thèses, j'évoquais la possibilité ultérieure d'un nouveau séjour en AL, c'était si des circonstances précises le justifiaient, et pas comme quelque chose allant, a-priori, de soi.

- 3 -

Je crois donc que toute discussion sur le centre et le travail latino-américain doit se fixer comme priorité l'intégration de membres des directions latino-américain et les moyens matériels de cette intégration.

En particulier, une telle intégration doit signifier que les camarades concernés aient la possibilité de retourner fréquemment dans leur pays pour ne pas être coupés, isolés, puis étrangers à la vie de leur organisation. Lorsque Manuel est d'accord pour aller au centre, mais pour des périodes n'excédant pas six mois, je crois qu'il a raison et que c'est une condition matériellement acceptable pour l'Inter.

Outre Manuel, il y a entre Mexico et Bogota un bon nombre de camarades qui peuvent, à court terme, (à partir du 11ème CM si l'on prend en compte le contexte particulier de la préparation du congrès et les déplacements que cela va impliquer) commencer à être intégrés (Cristina, Libardo Gonzales, Ricardo Sanchez, Socorro, Sergio, Castillo pour prendre en vrac les plus évidents). Evidemment je ne propose pas un nombre si important ce sont des exemples de possibles (factibles) qui prouvent que les possibilités sont bien réelles.

Il faut donc travailler dans la perspective-et par conséquent préparer les conditions dès maintenant- pour que dès le lendemain du 11ème CM, il y ait en permanence deux ou trois latino-américains au centre, indépendamment de la "représentation" TB qui est un problème à part.

Le temps des commissions Amérique latine parisiennes est révolu. Le temps des "responsables" Amérique latine du SU est révolu. Les tâches de la direction internationale en relation à l'AL doivent être assumées par nos cadres latino-américains dans le cadre d'une intégration à la direction internationale.

Cela ne signifie pas que des non-latino américains ne ~~participent~~ doivent pas participer à ces tâches; ce serait là une conception ridicule. Mais cette participation doit se faire dans le cadre d'une équipe intégrée prioritairement et majoritairement par des cadres et des dirigeants latino-américains.

Si la période qui va jusqu'au 11ème CM ne permet, évidemment pas, la mise en pratique d'une telle conception, dès le congrès réalisé il faudra travailler sur ces bases. En ce qui me concerne, donc, autant je suis d'accord pour continuer à travailler jusqu'au Congrès mondial dans le cadre tel qu'il existe, autant je suis opposé à continuer ainsi après le Congrès.

Ce n'est pas une manifestation d'humeur ou un quelconque chantage, mais le produit d'une conviction: le développement de nos forces rend possible et nous oblige à cette mutation. Ne pas avancer dans cette direction, même si cela implique au début un certain volontarisme, des erreurs et des difficultés, ne pas mener une bataille en ce sens auprès des directions latino-américaines, va impliquer des replis nationaux, des formes larvées ou ouvertes de "national-trotskyisme", des regroupements ou tendances continentales ou régionales etc. Toutes choses qui seront des obstacles supplémentaires à la construction de l'internationale, sans parler de leurs repercussions sur les orientations politiques

locales, Il n'y a pas pour l'instant d'indice sérieux de cela, mais attention! Dans des contextes politiques certes différents, notre histoire en AL est riche d'erreurs à ne pas répéter.

Si j'ai bien compris, l'organisation du centre est à l'ordre du jour du prochain SU. Prenez ces premières remarques en compte. Et je propose que lorsque, au SU suivant, l'on discutera du texte AL, cette question de la participation des latino-américains soit abordée en annexe.

Deuxième problème que je veux aborder, la TB en y incluant des nouvelles fraîches. Si l'on avait une conception "militariste" de la bataille contre la TB, et en s'inspirant du vocabulaire politique de la guerre froide, on pourrait dire qu'on est passé de l'étape du "containment" à celui du "roll-back".

Bien, mais notre bataille est politique, ^{et} ~~est~~ le "roll-back" pose des problèmes nouveaux. Les faits d'abord. En Colombie, les espoirs de la "grande-manœuvre" de Moreno (je vous renvoie au dernier rapport Galois-Riel) se sont évanouis. Et après tous ces zig-zag politiques le fait de devoir appeler à voter Socorro n'est pas une petite pillule à avaler! L'homogénéité du groupe TB va s'en ressentir et derrière la façade fractionnelle monolithique il doit y avoir bien des fissures, qu'une politique offensive et non sectaire doit nous permettre d'utiliser. En particulier, il est plus que jamais nécessaire que l'unification LCR-PST (TDP) et RUPTURA (TS) ne soit pas orientée contre le PST (TB) et que les portes ^{leur} soient maintenues grandes ouvertes.

Pas de problèmes majeurs là-dessus, les camarades sont d'accord et convaincus. Ce qui est important de comprendre est que l'affaire colombienne ^{en général} a un double effet contradictoire sur la TB. Elle a introduit des doutes considérables chez de nombreux adeptes de la tendance, quant aux méthodes utilisées par la direction de Bogota; tant sur la validité de ces méthodes que sur leur efficacité. Mais ces doutes ont, disons une logique. X Petit à petit, les capacités "géniales", l'infaillibilité du "leader" sont remises en question. Et cela est grave compte tenu de la nature et du mode de fonctionnement de la TB. Grave pour la TB et sa cohésion s'entend.

Et cela a déjà eu un premier effet: les retards successifs de la réunion internationale de la TB, maintenant prévue pour fin Juillet à Bogota. Ces retards sont dus au fait que nombre de "groupes" de la TB ont refusé qu'une telle réunion se tienne sans textes préalables. C'est la position en particulier des mexicains, et elle rejoint celle des Brésiliens qui comme vous le savez sans doute ont réclamé un bilan de l'activité de la tendance en Europe et en Colombie.

L'autre effet, contradictoire au premier, a été de sectariser encore plus d'autres secteurs de la tendance, poussant eux à la fraction publique. Le bilan global étant une perte d'homogénéité importante de la TB dans son ensemble, et une nouvelle hémorragie de membres significative au Pérou. Manuel en particulier avait depuis quelques temps un échange de correspondance avec plusieurs membres du PST Péruvien, en particulier ceux provenant

d'un des deux secteurs de l'ancien PSI. Il y a quelques jours ils nous ont écrit pour nous dire qu'ils rompaient avec la TB. Et ce matin, au téléphone depuis Lima, Manuel m'a confirmé la rupture d'environ la moitié du PST d'avec la TB. Numériquement cela n'est pas énorme vu la faiblesse du PST, mais c'est significatif, et surtout cela va avoir des conséquences immédiates: le processus d'unification des cuartistes (déjà décidé Raymond me poursuit) péruviens, sous l'effet ^{Colombien} de la situation objective, de la brève présence de Hugo et de cette rupture, va s'accéléralant. Le congrès d'unification est prévu pour Juillet-Aout, une fois de plus sans la participation des résidus de la TB, pour l'instant tout au moins. Je reviendrai plus loin sur le Pérou.

Face à cette situation quelle tactique, ou quelles tactiques adopter dans la période actuelle?

Au plan politique nous sommes partout à l'offensive. La réponse d'Ernest au "Morenazo" comme on dit par ici, va être publiée prochainement; au niveau de la polémique théorique c'est excellent. La réponse à leur plate-forme de tendance doit sortir ces jours-ci en BI International en Espagnol. Elle frappe plus bas mais est efficace. Tous ceux qui l'ont lue ^{ici} la trouvent excellente. Je serais moins enthousiaste, mais l'efficacité et garantie. Quant à la discussion sur le projet de thèses, elle va poser de sérieux problèmes aux dirigeants d'organisations se revendiquant de la TB que Manuel va consulter. Elle va leur révéler la minceur politique de leur courant, et va obliger à de drôles de contorsions ceux qui voudraient justifier la création d'une fraction à partir des divergences avec un tel texte.

Au plan organisationnel nous devons être partout unitaires, sans manoeuvres et sans réticences, en Colombie, au Pérou mais aussi au Brésil où j'espère que Manuel saura convaincre ceux du POC de s'unifier, ou même de s'intégrer à la Liga, si les rapports de force sont si défavorables qu'ils apparaissent après le voyage de Galois et en tenant compte de l'opposition de la direction de la Liga aux méthodes de la direction de la TB. A part cela, nous devons agir en relation directe à la réunion de la tendance, qui doit devenir fraction, en fin Juillet à Bogota.

Il faut trouver le moyen que le bilan du SU de Juillet, les accords politiques qui s'y dégageront - partiels, presque complets ou complets peu importe - se répercutent à Bogota. De même que les premières discussions sur l'Amérique Latine.

A cet égard nous avons peut-être une opportunité, sur laquelle je suis pour l'instant très hésitant et à propos de laquelle je vous demande les réflexions les plus sérieuses et les conseils les plus précis.

La TB Mexicaine a pris l'initiative, après consultation de Bogota d'inviter formellement Sergio à leur réunion, en tant qu'observateur. J'ai eu ce matin une première discussion avec Sergio, à l'initiative de celui-ci, et nous sommes emmerdés.

L'invitation est une manoeuvre, c'est évident, mais pas une manoeuvre de Bogota, ^{mais} ~~de~~ de

la TB Mexicaine. En quel sens?

Si Manuel est le porte parole central du PRT (il ne se passe pas de semaines sans que plusieurs déclarations de lui passent dans la presse mexicaine, parfois même en première page), Sergio est incontestablement le pivot de la direction mexicaine. Et dans ce pays, pivot signifie aussi "bonaparte". C'est une question de culture politique après un demi-siècle de bonapartisme!

Dans ce cadre, Sergio qui est l'inverse d'un sectaire et d'un fractionnel, a joué un rôle décisif et positif pour l'intégration organisationnelle et politique de la TB au sein du PRT. Il s'est acquis leur confiance et leur respect. Et si la TB mexicaine est plus mexicaine que TB, c'est en grande partie à l'attitude politique de Sergio qu'on le doit. A partir de là, et dans la mesure où sur la politique au Mexique il n'y a guère de divergences (l'essentiel des décisions politiques est prise depuis Septembre à l'unanimité au sein du BP), les TB mexicains se sont convaincus qu'ils pouvaient gagner Sergio; c'est en partie dans cette optique qu'ils ont proposé l'invitation à Bogota, et que Bogota a, pour l'instant, accepté.

Mais pour la TB mexicaine l'invitation a aussi une autre signification: ils sont contre la transformation de la TB en fraction publique, et même dans une certaine mesure en fraction, cela étant contradictoire avec leur situation politique au sein du PRT. Et, en ce sens, transformer le caractère de la réunion de Bogota en l'ouvrant à des "non-TB-gagnables" peut peser sur les décisions finales.

La première signification l'emporte sur la seconde. Mais la proposition, dans son ensemble reflète les hésitations, les inquiétudes et les contradictions de certains secteurs de la TB. Que faire?

A priori, et c'est ma première "réaction" (plus que réponse pensée) il serait bon que, si l'invitation est maintenue, Sergio aille à la réunion, avec un statut clair d'observateur. C'est aussi son premier sentiment. Mais alors, cela ne pose-t-il pas une autre question? Le caractère de la réunion, son degré d'ouverture... ne conviendrait-il pas que la direction internationale, à partir de là, prenne par exemple l'initiative de demander, sinon à participer comme observateur, du moins de faire un rapport sur la situation dans l'internationale? J'avoue être un peu sec sur le type de réponse à faire. La question formelle est en l'occurrence très secondaire, l'important étant de faire connaître notre point de vue à des militants qui on peut l'occasion de le connaître (Brésiliens, Argentins), et dans une situation de crise de fait de la TB. L'affaire est des plus délicates avec un enjeu non-négligeable. On peut aussi, par une initiative intempestive, obtenir un résultat contraire et aider Manuel à sectariser ces troupes. Une chose est claire: ^(indépendamment) tenant pour exclue une adhésion de Sergio à la TB, Bogota a fait une erreur de taille en fonction des objectifs de la réunion (homogénéisation et sectarisation) d'accepter la proposition de ceux de Mexico.

Réfléchissez là-dessus. Etant à Bogota à la fin du mois, je peux éventuellement sonder plus les intentions de Moréno, et les discussions que nous allons avoir

à ce moment là sur l'Amérique Latine peuvent être une indication. Mais je veux en tout état de cause avoir votre opinion AVANT.

Dans l'hypothèse où la présence de Sergio est souhaitable, il faudrait alors prévoir très sérieusement sa participation au SU de début Juillet; ou, à tout le moins, garantir absolument le voyage de Galois ou d'un autre dirigeant US ici, immédiatement après le SU.

Autre point l'Amérique Centrale.

Demain Liova retourne définitivement à Panama. De son séjour initial, il a fait le rapport quelque peu "tropical" que je vous joins à cette lettre.

C'est une vision un peu, pour ne pas dire plus, sectaire de la LSR de Panama qu'il rapporte. Sur la réalité organisationnelle, numérique etc. de l'organisation il est objectif; et cela correspond bien plus à la réalité que les informations données aux gens de passage par les dirigeants de la LSR.

Politiquement, Liova continue à sous estimer un point essentiel, à partir duquel il devrait fonder toute son activité: faible, désorganisée, sans traditions politiques, la direction pro-TB de la LSR n'a ^{espérément} jamais accepté la ligne officielle de la TB, sur Panama, telle qu'elle fut exprimée l'an dernier par Eugénio Greco dans Revista de America. Et la ligne que la direction de la LSR a développée a été et reste globalement correcte sur cette question fondamentale (les traités, attitude vis à vis de Torrijos). Sur les autres questions politiques, c'est une autre affaire.

Dans ces conditions l'attitude la plus ouverte possible est requise, d'autant que ce qui est en face n'est vraiment pas une montagne. Si il y a 17 militants à la LSR, ^{alors} que six d'entre eux sont "Bernalistes" (mettez vous dans l'ambiance un peu!), et qu'une dizaine ~~est~~ à la périphérie (ex-militants expulsés, éloignés, etc. sous des ~~pre~~textes les plus divers) sont prêts à réintégrer l'organisation ~~car~~ la présence de Bernal ^{étant} une garantie de démocratie politique (sic!), la situation n'est pas si mauvaise. D'autant qu'à Panama, plus maintenant qu'il y a deux ans, le Trotskysme c'est pas la LSR, c'est Bernal!

J'ai deux craintes dont j'ai beaucoup discuté avec Bernal.

a) qu'il joue encore une fois sur sa notoriété à Panama, qu'il recommence les déclarations fracassantes à la radio et à la télé, qu'il sorte au grand jour des affaires de corruption etc. et alors il sera à nouveau expulsé, ou pire malheureusement. Une véritable campagne de presse est actuellement lancée contre lui et chaque jour des articles insultants ou menaçants sont publiés contre ~~XXXXXX~~ lui dans la presse de Panama, il semble convaincu et/ou résigné à la prudence.

b) que malgré ses bonnes dispositions, il n'accepte pas longtemps la discipline d'une direction qui va sans doute lui demander de faire ses preuves à la base (!) jusqu'au prochain congrès, et ne va pas manquer une occasion de le faire chier.

Cela a commencé à propos de la signature du texte joint au rapport, à propos de laquelle la TB parle déjà "d'alliances avec la bourgeoisie". Je pense qu'il y a quelques formules malheureuses là-dedans, mais de là à en faire un scandale international!.....

Cela peut mener à un affrontement fractionnel violent, [à] autant plus violent que tout cela se passe "dans un verre d'eau"] et totalement contre-productif. On ne va tout de même pas avoir deux organisations à Panama; et par ailleurs gagner la majorité est à mon avis facile pour lui avec un peu de patience et de sens tactique.

Situation à suivre donc en étant conscient qu'un nouveau terrain d'affrontement organisationnel avec la TB est en gestation.

Je joins également le rapport fait par Chico, un militant de base du PRT, nicaraguayen qui vient de passer quelques temps au Nicaragua, militant avec la LMR. Son rapport reflète pour une bonne part les positions de la LMR. Le rapport a été fait pour la direction du PRT. La LMR regroupe en ce moment une vingtaine de militants, au Nicaragua même. La perspective de publier un journal au Nicaragua est en général correcte. Il faudrait étudier de plus près ses caractéristiques et les modalités de fabrication pour avoir une idée du réalisme du projet, eu égard les forces limitées dont nous disposons à l'intérieur.

La demande d'aide de la part de la LMR est formelle. Il faudrait au total 500 US Dollars pour lancer le projet. N'y aurait-il pas moyen de collecter quelques fonds dans le cadre d'activités de solidarité, de comités ou autres, en faveur de la lutte du peuple nicaraguayen? C'est ce qui se fait ici, mais évidemment la source mexicaine ne suffit pas.

De toutes façons, l'aide principale qui peut être apportée à la LMR, c'est l'OST qui est en mesure de l'apporter (ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas prendre au sérieux la demande de la LMR, et s'en laver les mains)

L'OST compte ^{semble-t-il} à peu près le même nombre de militants nicaraguayens que la LMR, et certains sont des cadres politiques sérieux (je ne parle pas d'Amador). Certains sont disposés à rentrer au Nicaragua à brève échéance, et donc à militer à la LMR. Je crois avoir convaincu l'OST de renoncer, pour le moment, à construire un autre groupe au Nicaragua à partir de ses propres militants nicaraguayens et des nombreux contacts qu'ils ont au Nicaragua. Les efforts de l'OST devraient donc viser au renforcement de la LMR et peuvent être d'une aide précieuse. Mais il y a le problème Amador.

Je vous ai dit la dernière fois ce que j'en pensais.

L'attitude de la LMR, si elle a des origines compréhensibles, est aujourd'hui ridicule face à la réalité. Une parenthèse ici: Plutarco, le dirigeant du FSLN, emprisonné au Costa Rica, et pour ~~XXXXXXXXXX~~ la libération duquel l'OST s'est mobilisée, vient d'être libéré; et il s'avère bel et bien que c'est l'un des deux ou trois principaux dirigeants du FSLN. Il doit en grande partie, à la très active et très agressive campagne de l'OST, sa libération; et, parlant avec Sarah de la direction de l'OST au téléphone, il semble que les contacts OST-Plutarco se soient multipliés avant sa libération et immédia-

tement après. Cela ne ferait que renforcer ce que je vous disais dans la précédente lettre.

Je n'y reviens pas ^(en détail) mais j'insiste sur le problème de la publication de l'article. Un tel article vaut beaucoup pour la période de "preuve" demandée à Amador. C'est un article juste, non sectaire et pas du tout opportuniste sur le FSLN et ses tendances. Il est écrit précisément au moment où Amador, à travers l'activité de l'OST, commence à être sérieusement reconnu comme un interlocuteur politique par des dirigeants du FSLN. Si Amador n'était pas sincère, avait comme objectif principal l'établissement des meilleurs liens avec le FSLN, ce qui lui faciliterait peut-être les choses, il n'aurait pas signé ouvertement un tel article. Ça n'aurait même pas été de l'opportunisme, tout au plus une habileté tactique. Il a signé l'article. Cela signifie pour moi, dans les circonstances actuelles, un réel courage politique et la volonté de développer les relations avec le FSLN, rendues possibles grâce à l'activité de l'OST, sur les bases les plus claires et sans opportunisme politique. Tenez en compte pour favor! En votant la résolution du SU, en recommandant une année sans postes politiques officiels pour Amador nous avons voulu nous donner des garanties, une période de test. Cet article, dans la conjoncture actuelle du Nicaragua, du Costa-Rica, de l'activité de l'OST en relation au Nicaragua et aux prisonniers du FSLN est le meilleur test possible, ou alors nous n'avons pas la même interprétation de la résolution du SU. Et si nous n'avons pas la même interprétation, il faut la rediscuter car l'affaire est trop sérieuse et délicate pour qu'elle reste confuse.

Je ne répète pas les réponses que je donnais dans ma précédente lettre aux éventuelles autres objections.

De ce ~~ce~~ ^(partiel) panorama de la situation de nos forces en Amérique Centrale qui complète des informations antérieures, il y a quelques remarques plus générales à faire. C'est important qu'à partir d'à peu près rien il y a trois quatre ans, nous existions, modestement mais significativement, dans une région aussi arriérée et où le mouvement ouvrier est si faible et sans vieilles traditions (avec des nuances selon les pays). A Panama, Costa-Rica, au Nicaragua, il faut ajouter les petits noyaux du Salvador et du Honduras.

Il ne faut cependant pas espérer, vu les situations objectives, et notre grande faiblesse politique, des développements spectaculaires à court terme. Des organisations comme la LMR et la LSR vont connaître bien des problèmes et des crises avant de se stabiliser politiquement et organisationnellement. Mais la publicité qui est faite autour de nous dans la région dépasse notre réalité organisationnelle et en ce sens est dangereuse, vu le type de régime dans la plupart des pays (vous connaissez le cas de l'audience de Bernal et les problèmes que cela a déjà posé et peut à nouveau poser, l'autre jour la télévision mexicaine a fait un reportage sur le Nicaragua où la LMR est apparue comme une composante importante de la gauche, après le FSLN)

L'organisation-clé de notre développement dans la région est l'OST ; à cause de la situation particulière du Costa-Rica (relatives libertés démocratiques, entre autres) et de la réalité politique et organisationnelle de ce groupe.

120 militants-activistes au Costa-Rica c'est considérable! C'est que j'ai pu voir de l'organisation à mes différentes visites reflète une croissance rapide certes, mais surtout une organisation où la formation et le débat politique sont systématiquement privilégiés. Ce n'est pas une organisation monolithique de suivistes, et les quelques réunions auxquelles j'ai assisté ont montré de réelles discussions d'un bon niveau, avec une participation généralisée aux débats. L'équipe de direction est solide et peut-être trop internationaliste!

L'influence lambertiste au sein de l'OST est réelle et sérieuse. Mais vu ce qu'est l'OST, les débats réels existant en son sein, cela ne doit ~~ni~~ nous affoler, ni nous crispier sectairement. Sinon nous créerons, nous même, les conditions de réalisation de ce que nous voulons éviter: l'adhésion de l'OST au CORCI.

A mon avis l'OST n'en est pas là; elle en est même loin. Les divergences avec les lambertistes sont grandes, plus grandes qu'avec nous, me semble-t-il. Mais les convergences qui existent (sur le stalinisme, ^{en particulier} et la tendance à une véritable stalinophobie) sont suffisantes pour justifier une des positions de base de la direction de l'OST: le débat politique avec les lambertistes est de première importance, car il est décisif pour l'Internationale de se réunifier avec ce courant trotskyste, rapidement. A ma connaissance ce n'est pas la position des lambertistes!. J'ai un grand désaccord avec une telle position. Mais c'est une position légitime qui a parfaitement le droit d'exister et de s'exprimer au sein de l'organisation internationale, à partir bien évidemment d'une attitude loyale vis à vis de l'Internationale et de ses organismes.

Ras le bol des réactions épidermiques, sentimentales et apolitiques sur 1953!

Sur l'attitude loyale de l'OST la discussion est ouverte. Il y a eu des comportements incorrects et franchement inacceptables (les articles sur les élections françaises en sont un exemple). Mais beaucoup de faits vont aussi dans l'autre sens; et dans la mesure où il y a une base politique solidement ^{à ces positions} articulées, dans la mesure où il faut, aussi, ^{déterminer à partir de} se ~~tenir~~ ce que les dirigeants politiques disent, non seulement en petit comité, mais face à leur base, je m'incline pour la "loyauté". Je ne pense pas devenir subitement aveugle et naïf chaque fois que je débarque à San José; j'ai beaucoup de points d'interrogation, mais je crois que notre attitude et notre ligne vis à vis de l'OST doit

globalement se fonder sur un tel critère. Sinon, c'est considéré l'affaire réglée; "l'OST est lambertiste", alors qu'elle ne l'est pas. C'est renoncer à notre tâche n°1 au Costa-Rica, et peut-être en Amérique Centrale, gagner l'OST à nos positions. Les quelques expériences de discussion de fond avec la direction de l'OST me font croire que c'est possible. La discussion sur les élections françaises que Gallois et moi avons eu, par exemple, ont montré de réelles divergences, mais pas du tout une position figée; et je crois que sur quelques points importants nous les avons convaincus et/ou ébranlés. De la même façon lorsque Amador reconnaît avoir changé de position, et considère la dissolution des tendances comme positive à la lumière des expériences de ces derniers mois.

Je ne partage pas l'espèce d'enthousiasme inconditionnel de Manuel sur l'OST, mais il faut reconnaître qu'il avait vu juste sur les potentialités de cette organisation lors de ses premières visites au Costa-Rica!

Bref, nous devons faire un effort tout particulier vis à vis de cette organisation. Une collaboration régulière entre eux et Bernal va être mise en place dès le retour de celui-ci à Panama. La prochaine visite de Manuel à son retour de voyage va également aider, tant pour les discussions politiques, que pour la mise en place d'une collaboration minimum FRT-OST sur le Nicaragua. Mais depuis Paris faites un effort: aucune, je répète aucune, publication européenne de l'Internationale ne parvient à l'OST de manière régulière, Rouge n'arrive toujours pas, alors qu'ils sont littéralement inondés d'Informations Ouvrières, et plus généralement de toutes les publications lambertistes. En partie, en partie seulement, certaines de leurs positions sur les élections venaient de leur manque d'information sur l'activité de la Ligue, ou d'une information partielle et tendancieuse envoyée par Nemo qui a maintenu un contact avec eux pour tenter de les gagner à sa tendance. Nous avons d'ailleurs posé ce problème et il nous a été répondu que c'était une initiative unilatérale de Nemo et que, toute lettre qu'ils enverraient éventuellement à Nemo serait accompagnée d'un double à la direction de la LCR. Nous verrons bien.

Bien Je n'ai pas épuisé le sujet mais je vais m'arrêter là.

Quelques questions pratiques maintenant:

Dans ma lettre, je vous demandais de m'appeler mardi impérativement pour me coordonner avec Manuel à Lima en fonction de vos décisions, et parce que je m'en vais aujourd'hui (mercredi) de Mexico. Vous ne l'avez pas fait. Comme je ne puis imaginer que c'est par négligence, j'en conclus que vous êtes d'accord avec l'ensemble de mes propositions. Je prends donc un billet pour Bogota. Je partirai pour Bogota le 19 ou le 20 Juin, pour participer au CC conjoint LCR-PST (TDF) et pour discuter avec Moreno sur l'AL. Je serai rejoint à la fin de mon séjour à Bogota par Manuel. De là je rentrerai à Mexico, et Manuel passera par Panama et San José. Durant la première semaine de Juillet, nous nous attaquerons à la rédaction des thèses pour les terminer fin Juillet.

Un problème "nouveau" risque de se poser, à savoir l'unification au Pérou. Il va falloir y aller, c'est évident. Si ce congrès d'unification coïncidait avec celui des colombiens ce serait parfait; mais bien qu'à travers Manuel j'ai posé ce problème, les conditions politiques au Pérou rendent toute planification aléatoire. Ayez en tête que ~~est~~ la présence du SU s'impose, et que donc un voyage est nécessaire.

Pensez également à la nécessité d'un rapport détaillé du SU de début Juillet, la proposition d'un voyage de Gus me semblant la meilleure.

Envoyez enfin des précisions sur le SU de Septembre: dates etc.

De toutes façons un nouveau rendez-vous téléphonique s'impose. Dès mon retour à Mexico je vous contacte pour en organiser un autour du 14-15 Juin (entre autres sur le problème posé par l'invitation de Sergio).

Ciao,

Jean-Fierre

PS Ne versez pas l'argent de mon voyage en Colombie à mon compte Mieux vaut que vous donniez l'argent à Mireille qui vient ici le 1er Juillet ou à Michèle Krivine qui vient à la même date.

De plus, vu les conditions du Pérou, j'ai donné plus d'argent que prévu à Manuel, et le billet a coûté un peu plus que prévu. Je vous enverrai plus tard une note, pour que vous me fassiez parvenir l'argent par ce moyen. De plus vous devez tenir compte du fait qu'il va falloir payer mon retour en Aout.